Ordonnance du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal)

Modifications prévues pour le 1^{er} janvier 2011

Commentaire et teneur des modifications

Berne, le 14 septembre 2010

Table des matières

Placement de la fortune (art. 80 ss.)		
1	Point de la situation	3
2	Champ d'application (art. 80)	3
3	Principes de placement (art. 80a)	4
4	Exigences en matière de gestion de fortune (art. 80b)	5
5	Règlement de placement (art. 80c)	5
6	Placements autorisés (art. 80d) et leurs limites (art. 80e)	5
7	Placements en devises étrangères (art. 80f)	8
8	Placements collectifs (art. 80g)	8
9	Instruments financiers dérivés (art. 80h)	8
10	Exclusion du prêt de valeurs mobilières (art. 80i)	9
	Dispositions transitoires	9

Placement de la fortune (art. 80 ss.)

1 Point de la situation

Droit en vigueur

La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) autorise le Conseil fédéral à édicter les dispositions d'exécution nécessaires concernant la procédure de financement, notamment sur la présentation et le contrôle des comptes, la constitution des réserves et les placements des capitaux (art. 60, al. 6, LAMal). C'est sur cette base que le Conseil fédéral a réglementé le placement des capitaux à l'art. 80 de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal). Cet article est entré en vigueur le 1^{er} avril 2000.

Besoin d'adaptation

Les dispositions relatives aux placements y sont formulées de façon très générale. Leur champ d'application n'y est pas défini explicitement. De plus, la part des capitaux qui peuvent être placés en actions suisses n'est pas limitée. En outre, les placements ne sont admis qu'en francs suisses, en euros, en livres sterling, en dollars américains et en yens, la part des placements en devises étrangères n'étant pas limitée. Enfin, l'industrie financière a développé de nouvelles formes de placement depuis l'édition de ces prescriptions. Cette évolution exige un réexamen et une actualisation des prescriptions en vigueur sur les placements.

Par ailleurs, le Conseil fédéral a décidé le 26 mai 2010, sur proposition du Département fédéral de l'intérieur (DFI), de renforcer la surveillance exercée sur les assureurs qui proposent l'assurance-maladie sociale. Il a chargé en conséquence le DFI d'élaborer des mesures en vue d'accroître l'efficacité et la transparence de la surveillance. La présente révision constitue un premier pas dans cette direction, car elle accroît la transparence et définit les principes de gestion d'entreprise.

Importance de la fortune placée

Les assureurs qui proposent l'assurance-maladie sociale disposaient, le 31 décembre 2009, d'une fortune (capitaux, y compris les biens immobiliers, liquidités) d'environ 10,8 milliards de francs¹.

Grandes lignes du projet

Le champ d'application des prescriptions de placement est maintenant clairement défini. De plus, les principes de placement et les exigences posées aux assureurs en matière de gestion de fortune et de règlement de placement font l'objet de nouvelles règles. En outre, les placements autorisés et leurs limites ont été redéfinis. En particulier, la proportion d'actions suisses et celle des placements en devises étrangères sont elles aussi limitées. Mais les devises étrangères admises ne sont plus précisées. Le remaniement des dispositions relatives aux placements s'inspire notamment des règles applicables à la fortune liée des assureurs privés.

2 Champ d'application (art. 80)

L'assurance-maladie sociale selon la LAMal peut être gérée par des caisses-maladie ou des entreprises d'assurance privées (art. 11 LAMal). Actuellement, les dispositions de l'OAMal relatives aux placements ne s'appliquent qu'aux caisses-maladie selon l'art. 12 LAMal. Pour les placements des entreprises d'assurance privées qui proposent aussi l'assurance-maladie sociale, ce sont les dispositions relatives à la surveillance de ces entreprises qui s'appliquent (loi fédérale du 17 décembre 2004 sur la surveillance des entreprises d'assurance LSA ; RS 961.01).

Le projet prévoit que les dispositions de l'OAMal relatives aux placements s'appliquent désormais à tous les assureurs qui proposent l'assurance-maladie sociale (al. 1), donc aussi aux entreprises d'assurance privées soumises à la LSA, mais seulement pour la partie de leur fortune qui est consacrée à l'assurance-maladie sociale. Toutefois, il n'existe actuellement aucune entreprise d'assurance

---

¹ Données fournies par les assureurs à l'OFSP (formulaire EF123 pour l'année 2009).

privée qui pratique cette assurance. En d'autres termes, tous les assureurs qui pratiquent aujourd'hui l'assurance-maladie sociale sont reconnus en tant que caisses-maladie.

Notion de fortune (al. 2)

Jusqu'à présent, la notion de « placements » n'avait pas été définie et le droit en vigueur ne dit pas de quels actifs il s'agit. Toutefois, certains placements sont admis à concurrence d'un pourcentage des « placements de la caisse ». Il faut donc déterminer le montant des « placements de la caisse » (= 100 %) pour calculer les parts autorisées. L'OFSP considère comme « placements de la caisse », auxquels se réfère l'art. 80, les placements de capitaux au sens strict ainsi que les terrains et les bâtiments figurant dans le dernier bilan valable (en général au 31 décembre de l'année précédente). Leur somme constitue la base de 100 % déterminante pour le calcul des pourcentages.

Désormais, les prescriptions de placement (art. 80 à 80i) s'appliqueront à la fortune. Celle-ci est constituée par les placements de capitaux et les liquidités. Le terme de placement de capitaux est utilisé dans un sens plus large que jusqu'ici, puisqu'il comprend aussi les biens immobiliers. Cette fortune constitue la base de 100 % servant au calcul des limites fixées. Les autres actifs, et en particulier les créances, ne sont pas pris en compte, étant donné que le volume des créances, suivant la composition de l'effectif des assurés, peut être très différent d'une caisse à l'autre en raison de la compensation des risques. La nouvelle réglementation est sans effet sur la présentation des comptes des assureurs (art. 81 ss OAMal). Les modifications apportées par la présente révision seront prises en compte dans le nouveau plan comptable en cours d'élaboration.

Assureurs qui pratiquent des assurances complémentaires

En plus de l'assurance-maladie sociale au sens de la LAMal, les assureurs ont le droit de pratiquer des assurances complémentaires (art. 12, al. 2, LAMal). L'activité de ces assurances est surveillée par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA) selon la législation sur les institutions d'assurances privées, à savoir la LSA (art. 21, al. 2, LAMal).

Pour ces *assureurs*, les valeurs qui sont attribuées à la *fortune liée selon la LSA* sont déduites de la fortune définie ci-dessus. La LSA prévoit que les entreprises d'assurance doivent constituer une fortune liée destinée à garantir les obligations découlant des contrats d'assurance qu'elles ont conclus (art. 17, al. 1, LSA). L'ordonnance du 9 novembre 2005 sur la surveillance des entreprises d'assurance privées (ordonnance sur la surveillance, OS ; RS 961.011) règle la constitution de la fortune liée, en particulier la gestion des placements de capitaux et les valeurs autorisées (art. 76 ss). L'entreprise d'assurance constitue la fortune liée en y affectant des biens. Elle enregistre et distingue les biens ainsi affectés de façon à pouvoir prouver en tout temps quels biens appartiennent à la fortune liée (art. 76, al. 1, OS). Les biens affectés à la fortune liée sont ainsi déterminés et sont exclus des prescriptions de placement de l'OAMal. Actuellement, près de 50 assureurs de petite et moyenne importance proposent des assurances complémentaires. Pour déterminer le montant de la fortune qu'ils ont placée, les valeurs affectées à la fortune liée selon la LSA sont déduites de la somme des placements de capitaux au sens large et des liquidités.

Les fonds de l'assurance complémentaire qui excèdent les fonds de la fortune liée et sont appelés fonds « *libres* » de l'assurance complémentaire ne figurent cependant pas séparément à l'actif du bilan. Leur volume ne peut être déterminé qu'à l'aide des passifs. Ces fonds sont soumis à la surveillance de la FINMA, puisque ce sont ceux de l'assurance complémentaire. L'OS régit l'utilisation d'instruments financiers dérivés pour ces fonds aussi (art. 100 à 109 OS). Pour le reste, ils ne sont pas régis par la législation relative aux assurances privées (voir Circulaire 2008/18 de la FINMA du 20 novembre 2008 « Directives de placement – assureurs. Placements dans la fortune liée et utilisation d'instruments financiers dérivés en matière d'assurance », ch. marg. 5). Mais comme ces fonds ne peuvent être distingués de ceux de l'assurance-maladie sociale à l'actif du bilan, la présente réglementation de l'OAMal s'applique à eux aussi. C'est pourquoi les assureurs qui utilisent des instruments financiers dérivés doivent se conformer aux prescriptions de l'OAMal, plus restrictives que celles de l'OS.

3 Principes de placement (art. 80a)

Actuellement, les assureurs-maladie doivent veiller, pour ce qui est de leurs placements, à la sécurité financière, au maintien des liquidités nécessaires et à une répartition équilibrée des risques, compte tenu d'un rendement approprié. Ces principes seront largement maintenus et même étendus. Les assureurs doivent notamment veiller à ce que la solvabilité des débiteurs soit bonne et contrôlable. Plusieurs agences évaluent la solvabilité des entreprises émettrices de papiers-valeurs. Comme ces évaluations peuvent varier et changer avec le temps, il ne serait pas opportun d'exiger qu'une évaluation soit retenue plutôt qu'une autre. Cela permet aussi d'éviter que tous les assureurs doivent vendre en même temps un titre dont l'évaluation aurait diminué.

4 Exigences en matière de gestion de fortune (art. 80b)

L'ordonnance prévoit actuellement que l'OFSP peut exiger des caisses-maladie des renseignements sur les placements effectués et donner des instructions afin de garantir le respect des principes de placement énoncés. Il peut en outre leur interdire certains placements ou imposer des restrictions. Mais l'OFSP, en vertu de l'art. 21, al. 3, LAMal, peut déjà adresser aux assureurs des instructions visant l'application uniforme du droit fédéral et requérir d'eux tous les renseignements nécessaires. Etant donné qu'il n'est pas du ressort de l'OFSP d'approuver les placements des assureurs, il ne peut pas non plus les leur interdire. S'il constate qu'un placement ne remplit pas les exigences de l'OAMal, il peut seulement leur impartir un délai approprié pour le remplacer. C'est pourquoi la réglementation actuelle n'est pas reprise.

Al. 1 : L'assureur ne peut confier le placement et la gestion de sa fortune qu'à des personnes ou à des institutions dont les aptitudes et l'organisation permettent de garantir que les prescriptions de placement seront respectées. Cette norme de gestion responsable de l'entreprise est similaire à celle de l'art. 48h de l'ordonnance du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2; RS 831.441.1) et doit garantir la qualité et la transparence de la gestion de fortune.

Al. 2 : La gestion de fortune et le contrôle doivent être effectués par des personnes indépendantes l'une de l'autre. Cette règle est analogue à celle de l'art. 106, al. 3, OS, qui est limitée aux instruments financiers dérivés.

Al. 3 : Beaucoup d'assureurs confient la gestion de leurs placements à des banques ou à des sociétés de gestion de fortune. En pareil cas, l'assureur doit conclure un contrat écrit et le transmettre à l'OFSP, pour information. Celui-ci pourra ainsi vérifier s'il satisfait aux exigences légales et, si tel n'est pas le cas, en faire part à l'assureur. Il y a violation des exigences légales lorsque, par exemple, la personne mandatée n'est pas qualifiée en matière de placements (voir al. 1). Même lorsque la fortune est gérée par des tiers, l'organe compétent de l'assureur est toujours responsable du respect des prescriptions de placement et du règlement de placement.

Ces exigences font partie intégrante d'une saine gestion d'entreprise, appelée aussi *good governance*.

5 Règlement de placement (art. 80c)

Le droit actuel prévoit que les caisses-maladie élaborent un règlement sur les placements et le portent à la connaissance de l'OFSP. Cette règle est maintenue. La nouveauté réside dans le fait que l'ordonnance prescrit aux assureurs certains éléments de ce règlement. Ils doivent édicter des prescriptions qui permettent d'éviter les conflits d'intérêts et notamment se prononcer sur la licéité de la remise de commissions bancaires et la licéité des affaires pour son propre compte. Ils doivent également régler l'obligation d'informer incombant aux personnes chargées de placer la fortune. Ils doivent en outre fixer une solvabilité minimale des débiteurs, par exemple en s'alignant sur un certain niveau d'évaluation d'une agence en particulier.

6 Placements autorisés (art. 80d) et leurs limites (art. 80e)

Afin de réduire les risques de placement des assureurs-maladie, seuls certains placements seront autorisés et des limites seront fixées, comme jusqu'ici. Mais les catégories de placement définies ne seront plus les mêmes. Quant aux limites, qui se réfèrent actuellement à la somme des capitaux placés ainsi qu'aux biens-fonds et aux immeubles, elles se référeront à la somme de ces placements, plus les liquidités. Pour les assureurs qui proposent des assurances complémentaires, la fortune liée en sera déduite. Ainsi, l'ensemble de référence (= 100 %) sera plus grand qu'actuellement. Pour cette raison, les limites actuelles et les nouvelles limites prévues ne sont que partiellement comparables. Un aperçu des limites se trouve en annexe.

Ces règles sont en partie plus strictes que celles de la LSA applicables à la fortune liée, car il importe d'exposer à moins de risques la fortune de l'assurance-maladie sociale.

Les exigences fixées aux articles 80e à 80i doivent être respectées, non seulement lors de la clôture des comptes annuels, mais en tout temps (al. 1).

Dans le droit actuel, 5 % au maximum des placements de la caisse peuvent consister en papiers-valeurs de la même société. Désormais, tous les placements seront limités, par débiteur, à 5 % de la fortune placée, afin de limiter les risques. Cette limite ne s'applique pas aux placements visés à l'art. 80d, al. 1, let. a qui sont limités à 20 % de la fortune, lorsque le débiteur est une banque au sens de la loi sur les banques ou la poste au sens de la loi sur la poste. Cette exception doit permettre aux assureurs de gérer convenablement leurs liquidités, lesquelles peuvent notamment être importantes dans le cadre de la compensation des risques. Les créances envers la Confédération, les cantons et les instituts suisses émettant des lettres de gage ne sont pas limitées, car ils sont réputés particulièrement sûrs (art. 80e, al. 2).

Le projet prévoit de répartir les placements autorisés dans les catégories suivantes :

Let. a) Marché monétaire

Outre les espèces, les avoirs sur compte postal et les avoirs en banque à vue et à terme, cette catégorie comprend aussi les dépôts à terme, les placements sur le marché monétaire et les obligations d'une échéance restante allant jusqu'à douze mois.

Let. b) Autres créances, libellées en un montant fixe

Actuellement, les papiers-valeurs et autres placements cotés en Bourse peuvent être placés au plus à raison de 25 % en placements à l'étranger et jusqu'à concurrence de 5 % des placements de l'assureur par société. La proportion d'actions suisses n'est pas limitée.

Désormais, ces placements seront répartis en deux catégories :

- *Autres créances, libellées en un montant fixe*
- *Participations au capital.*

Le droit actuel considère les placements en devises étrangères comme des « placements à l'étranger », sans tenir compte de l'endroit où se trouve le siège du débiteur. Ainsi, 25 % au maximum des papiers cotés en Bourse peuvent être placés en devises étrangères. Mais les créances en francs suisses à l'égard de débiteurs ayant leur siège à l'étranger sont admises actuellement sans limite.

Désormais ces créances, en raison des risques qui y sont liés, seront limitées à 50 % des placements de cette catégorie.

Let. c) Participations au capital

Actuellement, les placements cotés en Bourse ne sont limités qu'en ce qui concerne les placements à l'étranger (25 %) et les débiteurs (5 % par société).

Désormais, les actions, les bons de participation, les bons de jouissance, les emprunts convertibles à caractère d'actions, les parts de coopératives et les autres participations au capital formeront une catégorie distincte. Pour des raisons de sécurité, il est toujours exigé que ces placements soient cotés en Bourse. De plus, ils doivent pouvoir être négociés à court terme.

Ces placements sont désormais limités à 10 % de la fortune. Là aussi, les créances à l'égard de débiteurs ayant leur siège à l'étranger seront limitées à 50 % des placements de cette catégorie.

Let. d) Immobilier

Selon le droit en vigueur, les placements sous forme d'immeubles et de prêts garantis par gage immobilier sont autorisés jusqu'à concurrence de 40 % et les participations à des sociétés immobilières jusqu'à concurrence de 5 % des placements de l'assureur.

Une diversification (p. ex., en ce qui concerne la situation géographique, l'affectation des locaux et l'année de construction des immeubles) en vue de répartir les risques est cependant particulièrement difficile pour les placements immobiliers directs et, quoi qu'il en soit, elle n'est possible qu'avec un grand parc immobilier. Les immeubles sont peu convertibles en liquidités et, de ce fait, ne se prêtent guère aux placements d'une assurance sociale financée selon le système de répartition. De plus, leur estimation est entachée d'incertitudes, même si l'on recourt à des méthodes internationalement reconnues. Le risque existe également qu'un immeuble soit mal évalué lorsqu'il doit être vendu dans l'urgence. C'est pourquoi les placements en biens immobiliers sont désormais limités à 20 % de la fortune placée et à 5 % de la fortune par objet. A l'intérieur de ces 20 %, les assureurs seront libres de répartir leurs placements entre biens immobiliers et participations à des sociétés immobilières. Ces placements resteront autorisés en Suisse uniquement. Même si la valeur de référence de ces 20 % est plus élevée que celle des 40 % actuels (voir ci-dessus le commentaire de l'art. 80, notion de fortune), il est probable que pour certains assureurs les placements dans cette catégorie dépasseront les 20 % à l'entrée en vigueur de la modification d'ordonnance. C'est pourquoi un délai transitoire jusqu'à fin 2015 est prévu (Dispositions transitoires, al. 2).

Let. e) Placements dans des institutions qui servent à la pratique de l'assurance-maladie

Actuellement, des placements dans des institutions pratiquant l'assurance-maladie sociale sont possibles à concurrence de 20 % des placements de l'assureur. Les données à disposition de l'OFSP indiquent qu'à fin 2009, 10 millions de francs seulement étaient placés dans ce type d'institutions. Avec la formulation "dans ou auprès d'institutions", on entendait probablement des participations ("dans") et des créances ("auprès"). Il est désormais question de placements "dans" des institutions sans qu'il en résulte aucun changement matériel par rapport à l'ancien "dans ou auprès". Comme les placements de ce type aboutissent à une concentration des risques, les assureurs devront désormais les soumettre à l'OFSP, pour approbation au cas par cas (al. 2). Ce dernier pourra ainsi s'assurer que ces investissements servent bien à la pratique de l'assurance-maladie sociale. De plus, les placements de cette catégorie sont limités à 2 % de la fortune (selon les données de l'OFSP pour 2009, aucun assureur n'est concerné par cette limite).

Placements qui ne sont pas (plus) autorisés

Les instruments de placement qui ne sont pas mentionnés explicitement parmi les placements autorisés ne sont pas admis. Cela concerne en particulier les placements suivants :

- *les placements et les avoirs de caisses-maladie d'entreprises dans la propre entreprise* ne sont plus autorisés.
- l'octroi de *crédits hypothécaires* à des particuliers ne sera plus admis non plus, car ces placements présentent un risque de conflit d'intérêts.
- les *placements alternatifs* tels que créances titrisées, fonds spéculatifs (*hedge funds*), placements dans les matières premières et produits structurés peuvent être liés à des risques élevés, c'est pourquoi ils ne sont pas autorisés, à l'exception des instruments financiers dérivés servant à couvrir la fortune (voir ci-dessous, commentaire de l'art. 80h).

Biens libres de tout engagement

L'OS prescrit que les biens affectés à la fortune liée doivent être libres de tout engagement (art. 84, al. 2, OS). La FINMA précise à ce sujet, dans les directives de placement citées, que la fortune liée ne doit être grevée d'aucun droit de gage, de rétention, de compensation ou autre (ch. marg. 21). Cette règle est reprise à l'art. 80e, al. 3.

Directives sur le calcul des limites

Comme des questions techniques se posent pour le calcul des limites, il est précisé explicitement que l'OFSP peut édicter des directives à ce sujet. Il peut par exemple fixer des règles sur la manière de déterminer la valeur des instruments financiers dérivés pour en calculer la limite.

7 Placements en devises étrangères (art. 80f)

Dans le droit actuel, les monnaies étrangères autorisées sont uniquement l'euro, la livre sterling, le dollar américain et le yen, mais de manière illimitée. Il est prévu d'admettre toutes les monnaies étrangères, en limitant cependant à 20 % au plus de l'ensemble de la fortune placée les investissements en devises étrangères à moins que ceux-ci soient entièrement couverts contre le risque de change, ce qui est possible à concurrence de 5 % de la fortune (voir ci-dessous, instruments financiers dérivés). Dans ce cas, jusqu'à 25 % de la fortune peuvent être placés en devises étrangères.

8 Placements collectifs (art. 80g)

Les placements collectifs, qui ne sont pas mentionnés dans le droit actuel, permettent de placer de façon diversifiée même des fortunes modestes. C'est pourquoi les placements visés à l'art. 80d, al. 1, let. a à d, doivent aussi pouvoir être effectués par le biais de placements collectifs suisses et étrangers au sens des art. 8, 9 et 119, al. 1, de la loi fédérale sur les placements collectifs de capitaux (LPCC). Ceux-ci doivent être approuvés ou autorisés à la vente en Suisse par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA et ne contenir que des placements visés à l'art. 80d, al. 1, let. a à d.

Les placements et les devises étrangères compris dans les placements collectifs doivent être pris en compte dans le calcul des limites de placements (art. 80e et 80f). Lorsqu'un placement collectif contient des placements de plusieurs catégories, il est entièrement attribué au type de placement auquel s'applique la limite la plus sévère. S'il contient par exemple des actions et des obligations, il est considéré comme un placement en actions. S'il contient des obligations à l'égard de débiteurs dont les uns ont leur siège en Suisse et les autres à l'étranger, la limite de 50 % fixée à l'art. 80e, al. 3, s'applique à la totalité de sa valeur.

Les placements collectifs sont limités à 5 % de la fortune par placement.

9 Instruments financiers dérivés (art. 80h)

Les instruments financiers dérivés sont autorisés aux conditions suivantes:

- a. ils servent uniquement à couvrir la fortune;
- b. ils n'exercent pas d'effet de levier sur la fortune;
- c. les sous-jacents garantis sont autorisés selon l'article 80d et font partie intégrante de la fortune.

Ces conditions s'inspirent de l'article 79, al. 1, let. i, OS. Cette disposition prévoit en outre que les sous-jacents aient une valeur d'affectation tenant compte des variations du marché. Étant donné que la couverture garantie par les instruments financiers dérivés est limitée à 5 % de la fortune, cette condition peut être abandonnée.

L'OS permet, à certaines conditions d'affecter les instruments dérivés à la fortune liée à d'autres fins également (art. 79, al. 2, OS). Pour des raisons de sécurité, cela n'est pas admis pour l'assurance-maladie sociale.

Jusqu'à 5 % de la fortune peuvent être couverts par des instruments financiers dérivés. Cette limitation se justifie notamment par les frais liés aux instruments dérivés. Les placements ainsi couverts ne sont pas pris en compte dans le calcul des autres limites.

10 Exclusion du prêt de valeurs mobilières (art. 80)

Le prêt de valeurs mobilières est un acte juridique similaire à un prêt de consommation, par lequel l'assureur transfère temporairement la propriété de certaines valeurs mobilières à l'emprunteur. L'art. 75 OS prévoit que la FINMA édicte des prescriptions concernant le prêt de valeurs mobilières effectué par les entreprises d'assurance. Il définit également ce type de prêt ; on peut donc se référer à cette définition.

Alors que l'OS ne mentionne que le prêt de valeurs mobilières (art. 75), la circulaire 2008/18 déjà citée de la FINMA mentionne également les opérations Repo (ch. marg. 590 ss). Dans ce type d'opération, une partie (vendeur) cède en propriété des papiers-valeurs à une seconde partie (acheteur) en s'engageant à lui racheter ultérieurement la même quantité et le même genre de titres. Dans l'intervalle, l'acheteur lui verse un intérêt. La FINMA a réglementé en détail le prêt de valeurs mobilières et les opérations Repo dans la circulaire citée (ch. marg. 564 ss et 590 ss). Elle n'autorise ces instruments qu'à certaines conditions et pose des exigences particulières. Le prêt de valeurs mobilières et les opérations Repo ne sont donc guère appropriés pour l'assurance-maladie sociale, raison pour laquelle ils ne sont pas admis.

Dispositions transitoires

Al. 1 : la modification de l'ordonnance prévoit que le règlement de placement doit répondre à de nouvelles exigences quant à son contenu (art. 80c). C'est pourquoi les caisses disposent d'un délai d'un an pour porter à la connaissance de l'OFSP leur règlement de placement édicté conformément à l'ordonnance modifiée.

Al. 2 : la modification de l'ordonnance introduit de nouvelles règles applicables aux placements autorisés (art. 80d), aux limites des placements (art. 80e), aux placements en devises étrangères (art. 80f) et aux placements collectifs (art. 80g). Les nouvelles dispositions sont parfois plus strictes que l'ancienne réglementation. Pour cette raison, des délais de transition sont accordés aux assureurs pour modifier leurs placements. Ils doivent en principe placer leur fortune conformément aux nouvelles dispositions d'ici à la clôture des comptes annuels au 31 décembre 2011. Font exception à cette règle les placements en Suisse sous la forme de biens immobiliers qui étaient alors admis jusqu'à concurrence de 40 % de la fortune placée et seront désormais limités à 20 % de la fortune. La valeur de référence (au lieu de la fortune placée [droit actuel], les placements de capitaux, les biens immobiliers et les liquidités, moins la fortune liée) est certes plus importante, mais quelques assureurs-maladie n'en devront pas moins réduire leurs placements immobiliers. Comme les biens immobiliers se négocient en général à un meilleur prix quand le vendeur dispose d'un certain temps, un délai transitoire jusqu'à fin 2015 est prévu pour ce type de placements.

Al. 3 : jusqu'à présent, les placements dans des institutions qui servent à la pratique de l'assurance-maladie sociale étaient admis. Désormais, ils sont soumis à autorisation (art. 80d, al. 3). Par conséquent, un délai d'une année est imparti aux caisses pour soumettre à l'approbation de l'OFSP les placements de ce type existants au moment de l'entrée en vigueur de la modification de l'ordonnance.

Annexe:

Placements autorisés et limites selon l'art. 80ss de l'ordonnance sur l'assurance-malade (OAMal)